INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 20 avril 2022**

* Les marchés actions européens ont fini en hausse, soutenus par des résultats d'entreprises favorables sur le Vieux Continent. Le CAC 40 a gagné 1,38% à 6 624,91 points tandis que l'EuroStoxx50 s'est adjugé 1,66% à 3 894,25 points. Aux Etats-Unis, les indices évoluaient en ordre dispersé vers 17h30. Si le Dow Jones gagnait 0,77%, le Nasdaq perdait 0,89%, lesté par le décrochage de 36% de Netflix. Le groupe de streaming a enregistré des pertes inattendues d’abonnés au premier trimestre.
* Pour autant, les bons résultats de sociétés ont aujourd'hui fait pièce à la géopolitique. La bonne performance de l'équipementier pour le secteur des semi-conducteurs, ASML, a servi de catalyseur pour les autres acteurs européens de cette industrie : STMicroelectronics et Soitec.
* Les rendements des taux à long terme ont en outre eu tendance à décroître, réduisant la pression sur les valeurs de croissance tout en restant à des niveaux élevés, ce qui a bénéficié aux valeurs bancaires.
* Le 10 ans américain cède près de 7 points de base à 2,87% en fin d'après-midi tandis que son homologue allemand a perdu un peu plus de 5 points à 0,86%.
* En fin d’après-midi, le dollar canadien progresse de 1,07 % à 0,8008 dollar américain. La devise est soutenue par une accélération de l’inflation plus forte que prévu : 6,7 % en mars sur un an, contre un consensus de 6,1 % et après 5,7 % en février. Un niveau que l’on avait plus vu depuis janvier 1991. Et un niveau, surtout, qui met la pression sur la Banque du Canada pour accélérer son resserrement monétaire. La semaine dernière, l’institution avait déjà relevé de 50 points de base son taux directeur pour le porter à 1 %.
* Le cours du baril de WTI américain progresse de 0,3% à 102,91 dollars après la publication des stocks hebdomadaires de pétrole aux Etats-Unis. Les stocks de brut ont reculé de 8,02 millions de barils. Les économistes tablaient sur une hausse de 2,471 millions de barils après +9,382 millions la semaine précédente. Les stocks d'essence ont reculé de 0,761 million de barils contre un consensus de -0,976 million après -3,649 millions la semaine précédente.

Les stocks de produits distillés ont reculé de 2,664 millions de barils contre un consensus de -0,829 million après -2,902 millions la semaine précédente.

* Les patrons des groupes du CAC 40 ont touché une rémunération moyenne de 8,7 millions d'euros en 2021, une multiplication par deux en un an, a constaté Scalens, une fintech dédiée aux sociétés cotées européennes. Elle-même s'attendait, en août 2021, à un chiffre de 5,4 millions d'euros. Par rapport à 2019, le montant des rémunérations a bondi de 60%. Cette évolution a été dopée par les primes exceptionnelles, qui ont atteint en moyenne 2,1 millions d'euros par dirigeant, la partie fixe ayant progressé de 19%.
* Le marché automobile européen a poursuivi sur sa mauvaise lancée en mars 2022, selon les chiffres publiés par l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA). Ainsi, les immatriculations de voitures neuves ont chuté de 20,5% sur un an à 844 187 unités. Cette baisse des ventes est due à la pénurie persistante de semi-conducteurs, mais également aux perturbations constatées sur les chaînes d’approvisionnement. Ces dernières ont d’ailleurs été amplifiées par la guerre en Ukraine.

Dans ce contexte, les principaux marché ont connu des baisses à deux chiffres : l'Espagne (-30,2%), l'Italie (-29,7%), la France (-19,5%) et l'Allemagne (-17,5%).

Par rapport à mars 2021, le groupe Renault (Renault, Dacia, Alpine, Lada) a vu ses immatriculations baisser de 14,1% alors que Stellantis (Peugeot, Fiat, Citroën, Opel-Vauxhall...etc) a vu les siennes chuter de 32,9%.

Sur les trois premiers mois de l'année, les immatriculations de voitures neuves reculent de 12,3% sur un an à environ 2,24 millions d'unités.

**SOCIETES**

* Société Générale et Crédit Agricole ont ainsi terminé parmi les plus fortes hausses du CAC 40. Mais le principal indice parisien a été dominé par Danone, soutenu par la spéculation sur une offre de Lactalis. La bonne performance de Teleperformance a également été saluée.
* En revanche, Thales a clôturé parmi les plus forts replis du CAC 40, dégradé par Morgan Stanley.
* Danone a bondi de 5,76% à 55,66 euros. Le groupe agroalimentaire a dévoilé ce matin un chiffre d'affaires trimestriel supérieur aux attentes et confirmé ses objectifs annuels. Pour autant, le titre semble plutôt soutenu par la spéculation. Selon La Lettre A, Lactalis envisage une offre sur la totalité ou une partie de Danone. Toutes les options seraient sur la table. Un porte-parole de Danone a réagi en assurant que son groupe n'avait aucun plan de cession de ses trois catégories d'actifs (Produits laitiers et d'origine végétale, Eaux, Nutrition Spécialisée).

A première vue, l'opération s'annonce complexe. En premier lieu, elle poserait des problèmes de concurrence dans le lait. Lactalis et Danone se partageant les titres de numéro un mondial selon les produits (laits en bouteille, yaourts frais, bio, etc.).

De plus le flottant de Danone est élevée (63,8%) et plusieurs fonds d'investissement et sociétés de gestion sont au capital (Artisan Partners, BlackRock,...). Il faudra les convaincre.

La capitalisation boursière de Danone dépasse ce matin les 39 milliards d'euros pour un chiffre d'affaires 2021 de 24,3 milliards d'euros.

Lactalis n'est pas coté en Bourse. Les informations financières communiquées sont donc bien moindres. En 2020, son chiffre d'affaires s'est établi à 21 milliards d'euros avec des marques comme Lactel, Président ou Galbani. Le groupe est dirigé par Emmanuel Besnier, petit-fils du fondateur, André Besnier.

Ce matin, avant la rumeur, Danone a confirmé ses objectifs annuels dans la foulée de la publication d'un chiffre d'affaires trimestriel solide. Le groupe agroalimentaire a réalisé au premier trimestre 2022 un chiffre d'affaires de 6,236 milliards d'euros, en hausse de 10,2%. En organique, la croissance ressort à 7,1%. La multinationale propriétaire de Danao ou Evian s'est félicitée d'une "croissance de toutes les géographies en données comparables".

L'activité en Europe a grimpé de 5,7% et en Amérique du Nord, de 5,5%. Les ventes ont bondi de 15,3% en Chine et Asie du Nord portées par la Nutrition Spécialisée.

L'activité a progressé de 7% dans le Reste du Monde, soutenue par les Produits laitiers et d'origine végétale (EDP) ainsi que les Eaux.

Pour autant, Danone reconnait que l'environnement opérationnel va demeurer très volatil, marqué par des difficultés d'approvisionnement et une inflation généralisée attendue autour de 15% en 2022.

Aussi, malgré ce bon début d'année, le groupe a préféré confirmer son objectif d'une croissance du chiffre d'affaires comprise entre +3 et +5% en données comparables, portée par l'effet prix. La marge opérationnelle courante est attendue supérieure à 12%.

* L'Oréal a progressé de 0,77% à 353,65 euros grâce à la publication d'un chiffre d'affaires trimestriel supérieur aux attentes. Les analystes ont bien accueilli la performance du numéro un mondial des cosmétiques. UBS relève son objectif de cours sur le titre de 450 à 465 euros tout en réitérant sa recommandation d'Achat. Le broker salue un début d'année robuste et une visibilité sans égal de la croissance des bénéfices. Barclays a lui confirmé sa recommandation Surpondérer et son objectif de cours de 421 euros. Les chiffres dévoilés hier soir confirme le rééquilibrage de sa croissance, souligne le broker.

L'Oréal a affiché au titre du premier trimestre un chiffre d'affaires de 9,06 milliards d'euros, en hausse de 19%. La croissance du numéro un mondial des cosmétiques s'est élevée à 13,5 % à données comparables et à 13,9 % à taux de change constants. La division Cosmétique active affiche le dynamisme le plus important, +18% à 1,25 milliard d'euros en comparables, devant la division Produits Professionnels qui a connu une croissance de 17,6% à 1,04 milliard d'euros. L'Oréal Luxe a vu ses revenus augmenter de 17,6% à 3,46 milliards d'euros.

Les Produits Grand Public ont vu leur chiffre d'affaires croître de 6,9% à 3,3 milliards d'euros.

" Au premier trimestre, le marché mondial de la beauté a poursuivi sa dynamique de croissance et l'inflation n'a pas eu à ce jour d'impact sur le comportement d'achat des consommateurs. (...) Nos trois Divisions sélectives enregistrent une croissance à deux chiffres, et notre Division des Produits Grand Public, bien que pénalisée par des difficultés d'approvisionnement, a de nouveau surperformé son marché " a déclaré Nicolas Hieronimus, directeur général de L'Oréal.

Avant d'ajouter à propos des perspectives : « Avec toute la prudence imposée par un contexte volatil et incertain, nous restons optimistes quant aux perspectives du marché de la beauté, et confiants dans notre capacité à surperformer le marché pour réaliser, en 2022, une nouvelle année de croissance du chiffre d'affaires et des résultats ».

* Teleperformance a terminé en tête du CAC 40 à la clôture, à la faveur d'une hausse de 5,81% à 344,20 euros par action. Le spécialiste des centres d'appels a bénéficié de sa bonne publication d'hier soir, puisque son chiffre d'affaires au premier trimestre est ressorti au-dessus des attentes: à 1,962 milliard d'euros, il a en effet affiché une croissance organique de 6,5% par rapport à l'an dernier, alors que le consensus attendait une hausse de 3,9%.

Hors impact attendu de l'évolution de la contribution des contrats d'assistance Covid (-83 millions d'euros sur le premier trimestre), la croissance organique s'élève à 11,1%.

Ce dernier chiffre " reflète la très bonne dynamique commerciale des activités core services & D.I.B.S. (Digital Integrated Business Services) portée par l'accélération de la digitalisation du marché, dans l'univers des réseaux sociaux notamment, et le redressement de certains secteurs qui avaient souffert pendant la crise sanitaire tels que l'hôtellerie et les agences de voyages en ligne".

D'un point de vue géographique, les zones ibérico-LATAM et Inde ont été les régions les plus performantes, avec des croissances organiques à deux chiffres (+16,2% et +17,1% respectivement), alors que la zone anglophone & Asie-Pacifique (+1,8%) et surtout l'Europe continentale, Moyen-Orient, Afrique (-3,5%) ont été à la peine.

* ASML (+5,43% à 592,10 euros) a pris la tête de l’indice AEX grâce à des profits plus élevés que prévu. En tant qu’équipementier pour le secteur des semi-conducteurs, la firme néerlandaise est un bon thermomètre de la santé de cette industrie. Cette publication confirmant la vigueur de la demande soutient donc les autres valeurs liées aux semi-conducteurs en Europe, dont STMicroelectronics et Soitec.

Au premier trimestre, la firme technologique européenne a généré un bénéfice net de 695 millions d'euros contre 1,33 milliard d'euros un an plus tôt. Il était attendu à 621 millions, selon le consensus Refinitiv. Le résultat opérationnel est lui passé de 1,56 milliard d'euros à 784 millions d'euros, soit une marge de 12,2% (-13,6 points). Le consensus s'élevait cependant à 731 millions d'euros.

Dans le même temps, les revenus d'ASML ont reculé de 19% à 3,5 milliards d'euros alors que le marché visait 3,46 milliards de dollars.

Le groupe a par ailleurs dévoilé 7 milliards d'euros de commandes. Sur le total commandé au dernier trimestre, 2,5 milliards correspondaient à des systèmes EUV (technologie de lithographie dans l'extrême ultraviolet), à la pointe de la technologie.

* Netflix s'effondre de près de 37% à Wall Street, à 221,47 dollars par action, plombé l'annonce hier soir d'un nombre d'abonnés en baisse, du jamais vu depuis plus de 10 ans. En effet, la célèbre plateforme de vidéo à la demande en a comptabilisé 221,64 millions dans le monde à la fin du mois de mars 2022, soit 200 000 de moins qu'au 31 décembre 2021. Cela représente un recul de moins de 0,1%, mais suffisant toutefois pour exaspérer les analystes qui attendaient un gain de 2,5 millions d'abonnés.

Le groupe californien a d’autant plus attisé l'ire des marchés qu'il devrait en perdre encore 2 millions d'ici la fin du second trimestre, selon ses propres prévisions.

Netflix explique ce repli de différentes manières. D'une part en raison de contraintes sur son marché qu'il ne peut que difficilement contrôler, tels que les habitudes des consommateurs finaux et les supports qu'ils utilisent. Par ailleurs, le partage des mots de passe, un phénomène que le groupe cherche à contenir et à monétiser, ferait que la plateforme est en réalité disponible dans plus de 100 millions de foyers supplémentaires.

Mais le géant du streaming blâme également l'intensification de la concurrence sur un marché de plus en plus atomisé, ainsi que le contexte macro-économique et géopolitique en raison de la guerre en Ukraine.

"La suspension de notre service en Russie et la liquidation de tous les abonnements payants russes ont entraîné une perte nette de 700 000 abonnés ; en excluant cet impact, le gain net payant a atteint +0,5 million", explique Netflix dans son communiqué, avant de reconnaître plus loin que sa récente hausse des prix en Amérique du Nord lui a aussi fait perdre 640 000 abonnés dans la région.

**ANALYSES**

* Les turbulences sont encore devant nous. Comme ailleurs dans la zone euro, la reprise post-Covid de l'activité dans l'Hexagone commence à être freinée dans son élan par les effets de la guerre menée par la Russie en Ukraine. Le ralentissement devrait néanmoins y être moins brutal que dans les autres grandes économies.

Pour la France, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse, mardi, sa prévision de croissance de 0,6 point par rapport à son estimation de janvier, contre une révision de 1,1 point pour la zone euro et de 1,7 point pour l'Allemagne. L'organisation table désormais sur une hausse du PIB de 2,9 % dans l'Hexagone cette année. Un rythme soutenu lié à la vigueur de la reprise l'an dernier.

Fin 2021, l'acquis de croissance pour l'année 2022 s'élevait en effet à 2,4 %. « Il y a une illusion d'optique », convient Gilles Moëc, chef économiste d'AXA, qui prévoit une hausse de 2,7 % du PIB en 2022. « Contrairement à beaucoup d'autres pays, la France échappera de justesse à une récession technique cette année, mais l'activité devrait être étale, assure-t-il. Grâce à son mix énergétique complété par le 'bouclier tarifaire' et au poids relativement plus faible de l'industrie manufacturière, elle est mieux armée que ses voisins de la zone euro. »

Les projections de Philippe Waechter, chez Ostrum Asset Management, sont plus sombres. Selon lui, la croissance française en 2022 devrait se situer autour de 2,5 %. « L'estimation du FMI pour la France est plutôt optimiste, estime-t-il. Elle prend acte du ralentissement de l'activité, mais n'intègre pas l'idée d'une entrée durable en récession. »

En réalité, l'incertitude reste le maître mot de ce début d'année alors que les nuages s'amoncellent. Depuis le 24 février, les effets du conflit entre Kiev et Moscou se répercutent sur l'économie via trois canaux : l'énergie, la hausse des prix, la confiance. S'ajoute aujourd'hui la menace d'un nouveau choc avec les confinements liés au Covid en Chine.

L'impact sur l'activité est déjà visible. Ces dernières semaines, les difficultés d'approvisionnement se sont de nouveau accentuées. 60 % des industriels jugent qu'elles grippent la production, selon la dernière enquête de conjoncture de la Banque de France qui a ramené de 0,5 % à 0,25 % sa prévision de croissance au premier trimestre. Dans l'automobile, des usines sont à l'arrêt au Mans comme à Douai, faute de disposer des composants nécessaires.

L'invasion de l'Ukraine et les sanctions occidentales imposées à la Russie assombrissent aussi les perspectives à l'exportation. Les entreprises françaises risquent de subir le contrecoup du ralentissement de l'économie allemande, premier partenaire commercial de l'Hexagone. « Le point à surveiller sera la dynamique du marché du travail », estime Gilles Moëc.

La guerre en Ukraine et les hausses des prix qu'elle provoque pèsent aussi sur la confiance des ménages. L'inflation, qui a atteint 4,5 % en France en mars, devrait se maintenir à un niveau élevé pendant de longs mois. La consommation, premier moteur de la croissance dans l'Hexagone, pourrait en souffrir. « Il y aura des augmentations salariales mais pas assez pour éviter des pertes de pouvoir d'achat en 2022 », prédit Vincent Chaigneau, directeur de la recherche chez Generali Investments. Ce dernier prévoit à ce stade une hausse de 3 % du PIB en France en 2022, grâce à un rebond « limité en fin d'année qui serait de courte durée, avant un ralentissement global de l'activité au second semestre 2023 ».

Mardi, le FMI a également abaissé sa prévision de croissance pour l'Hexagone en 2023, de 1,8 % à 1,4 %. « C'est nettement moins que les 2,3 % prévus en moyenne de la zone euro », observe Stéphane Colliac, chez BNP Paribas, qui précise « ne pas souscrire à ce scénario ». « S'il n'y a pas de nouveaux chocs, la France retrouvera l'an prochain sa croissance potentielle d'avant la pandémie », observe de son côté Gilles Moëc. Pour l'économie française, 2023 serait ainsi une année de normalisation.

**L’AGENDA DU 21 avril 2022**

**8h45 en France**

Climat des affaires en avril

**11h00 en zone euro**

Inflation en mars

**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

**16h00 aux Etats-Unis**

Indice de indicateurs avancés en mars

**16h00 en zone euro**

Confiance des consommateurs en avril